

Point sur la conjoncture française à début novembre 2022

Dans un environnement conjoncturel difficile, marqué par une succession de chocs, l'activité continue à résister globalement. Selon les chefs d'entreprise participant à notre enquête (environ 8 500 entreprises ou établissements interrogés entre le 27 octobre et le 4 novembre), l'activité au mois d'octobre a légèrement progressé dans l'industrie et les services, et a été à peu près stable dans le bâtiment. Pour novembre, les entreprises anticipent une poursuite de cette tendance.

Les difficultés d'approvisionnement se replient de nouveau dans l'industrie (43 % des entreprises industrielles le mentionnent en octobre, après 48 % en septembre) et évoluent peu dans le bâtiment (41 %, après 40 %). On observe un ralentissement de la hausse des prix des produits finis. Les difficultés de recrutement s'atténuent légèrement (indiquées par 55 % des répondants, après 58 % en septembre).

Pour le mois d'octobre, notre indicateur d'incertitude progresse dans les services et demeure à des niveaux toujours élevés dans l'industrie et le bâtiment. La situation de trésorerie des entreprises se dégrade à nouveau dans l'industrie et à un moindre degré dans les services.

Interrogées pour la première fois sur les conséquences de la situation énergétique, 25 % des entreprises indiquent que leur activité du mois passé a été touchée, dont 7 % fortement. Pour les trois prochains mois, près de quatre entreprises sur dix s'attendent à un impact (faible ou fort) sur leur activité. S'agissant de l'impact sur leurs marges dans les trois prochains mois, il concerne deux entreprises sur trois dans le bâtiment et l'industrie manufacturière, et près d'une entreprise sur deux dans les services marchands.

En tenant compte par ailleurs des secteurs non (ou moins) bien couverts par l'enquête, comme l'énergie, le commerce et les transports, plus affectés par le blocage des raffineries et les pénuries de carburant en octobre, les premières indications suggèrent que la croissance du PIB serait très légèrement positive au quatrième trimestre.

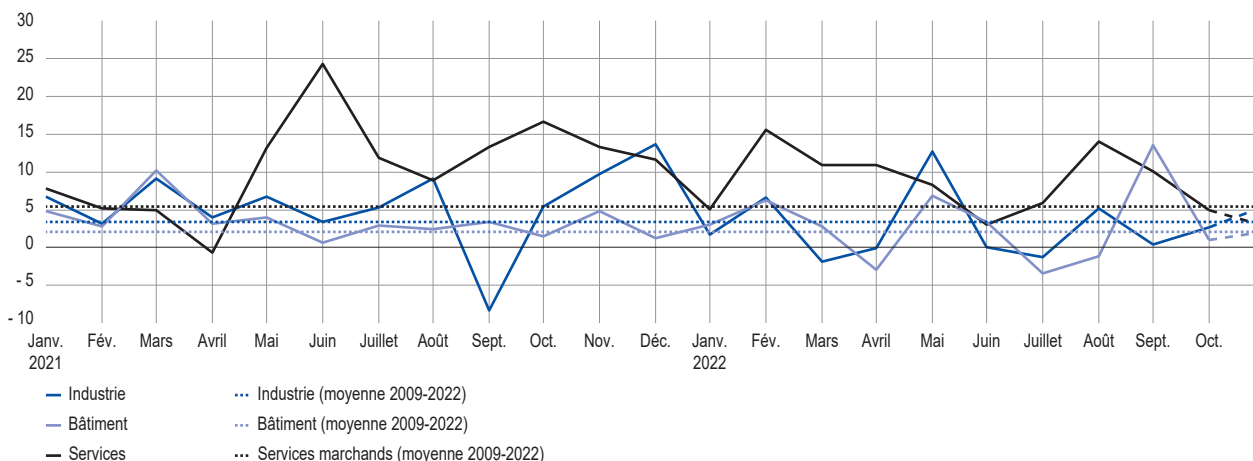
1. En octobre, l'activité progresse légèrement dans l'industrie, les services marchands et est à peu près stable dans le bâtiment

En octobre, l'activité progresse légèrement dans l'**industrie**, conformément aux anticipations exprimées par les chefs d'entreprise le mois dernier.

Les soldes d'opinion relatifs à la production en octobre indiquent une progression plus marquée de l'activité dans la fabrication de machines et équipements, l'aéronautique, les produits informatiques, électroniques et optiques ainsi que l'industrie agro-alimentaire. À l'inverse, dans l'automobile, la filière bois-papier, la chimie, la plasturgie et le textile-habillement, l'activité s'inscrit en recul par rapport au mois précédent.

Opinion sur l'évolution de l'activité

(solde d'opinion CVS-CJO, pour novembre : prévision)



Note de lecture : Le solde d'opinion sur l'évolution de l'activité (qui mesure la différence entre les proportions d'entreprises ayant déclaré une hausse de l'activité et celles ayant déclaré une baisse au cours du mois passé) s'établit pour octobre à près de 5 points dans les services marchands, soit un niveau proche de celui de la moyenne de long terme de l'indicateur. Pour novembre, les chefs d'entreprise anticipent une progression de l'activité de l'ordre de 3 points.

Dans les **services marchands**, l'activité continue de progresser mais à un rythme moins soutenu qu'au cours des deux derniers mois, comme l'avaient anticipé les chefs d'entreprise le mois dernier. Ce ralentissement de l'activité concerne la plupart des secteurs ; il est cependant plus marqué dans les services d'information et certains services à la personne (coiffure, services à domicile), dont l'activité se replie ce mois-ci. Ce recul concerne également les services de transport impactés par les pénuries de carburant, ainsi que, dans une moindre mesure, la location automobile.

L'activité progresse peu dans le secteur du **bâtiment**, et se contracte même légèrement dans le gros œuvre.

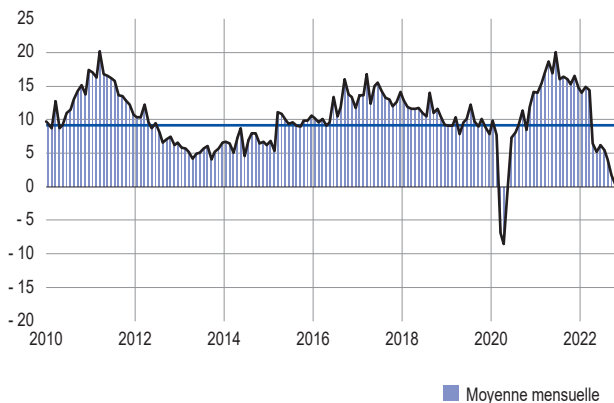
L'opinion sur la situation de **trésorerie** se dégrade à nouveau dans l'industrie, elle se situe désormais à des niveaux très bas relativement aux quinze dernières années, en particulier dans les grandes entreprises qui font état d'un écart plus important de la trésorerie actuelle par rapport à son niveau moyen de long terme. Cet écart est en outre visible dans la plupart des secteurs industriels, à l'exception notable de l'aéronautique. Il est particulièrement marqué dans des secteurs comme les équipements électriques, les produits informatiques, électroniques et optiques, la chimie, la pharmacie et la plasturgie, ainsi que le textile-habillement et la fabrication de machines-outils. Ceci pourrait notamment traduire des besoins en fonds de roulement accrus du fait de stocks plus coûteux à constituer.

Dans les services marchands, la dégradation de la situation de trésorerie est moindre mais elle se poursuit en octobre (- 4 points en dessous de la moyenne sur quinze ans). Cette contraction est plus marquée dans certains services aux entreprises : services de nettoyage, publicité, services d'information et location automobile. Dans ces secteurs, les chefs d'entreprise font état d'un allongement des délais de paiement.

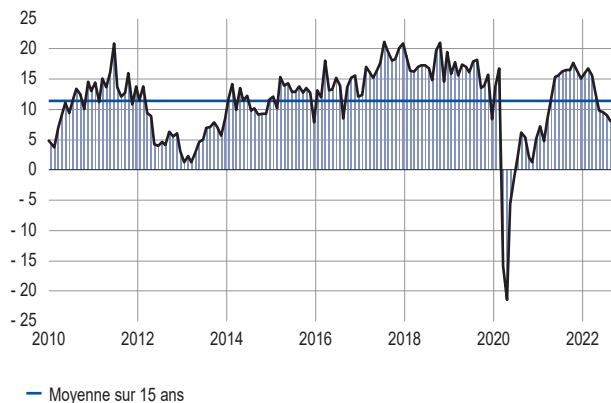
Situation de trésorerie

(solde d'opinion CVS-CJO)

a) Dans l'industrie



b) Dans les services marchands



2. En novembre, selon les anticipations des chefs d'entreprise, l'activité poursuivrait sa progression modérée dans l'industrie, les services et évoluerait peu dans le bâtiment

Pour le mois de novembre, les chefs d'entreprise interrogés anticipent une poursuite de la croissance de leur activité dans l'**industrie**. Certains secteurs enregistreraient une évolution particulièrement favorable : c'est le cas des équipements électriques, de l'automobile et de la pharmacie. À l'inverse, l'activité continuerait de se contracter dans le caoutchouc-plastique.

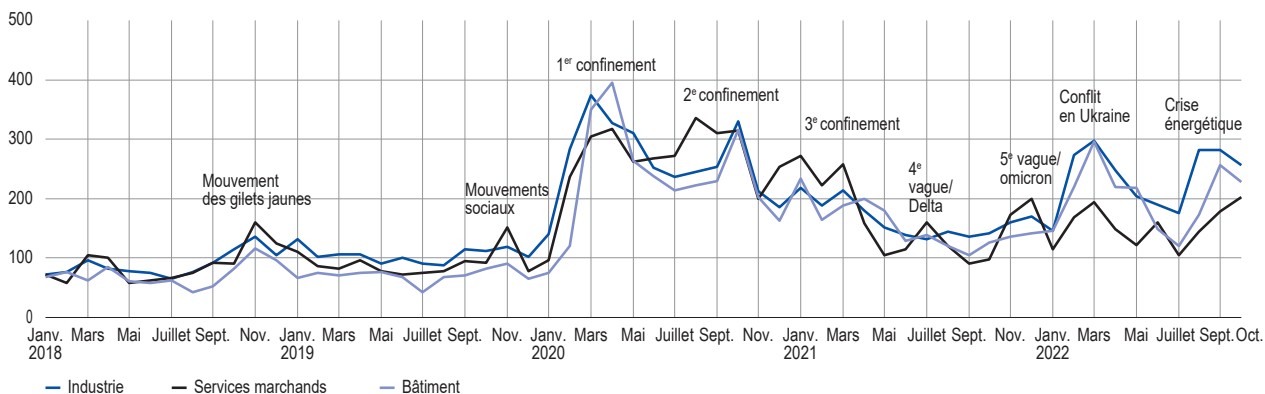
Dans les **services**, les chefs d'entreprise s'attendent dans l'ensemble à une activité en légère progression. Dans l'hôtellerie-restauration et les services de nettoyage, les entrepreneurs anticipent cependant un ralentissement marqué de l'activité.

Enfin, dans le **bâtiment**, l'activité évoluerait peu, avec une légère contraction du gros œuvre et une progression du second œuvre.

Notre indicateur mensuel d'**incertitude**, construit à partir d'une analyse textuelle des commentaires des entreprises interrogées, traduit des niveaux d'incertitude élevés par rapport à la normale, mais avec des dynamiques différentes selon les secteurs. Dans le bâtiment et l'industrie manufacturière, après un point haut en septembre, l'incertitude recule légèrement, mais se situe à un niveau toujours plus de deux fois supérieur à la normale. Dans les services, l'incertitude continue de se diffuser, avec une progression constante de l'indicateur pour le troisième mois consécutif.

Indicateur d'incertitude dans les commentaires de l'enquête mensuelle de conjoncture (EMC)

(données brutes)



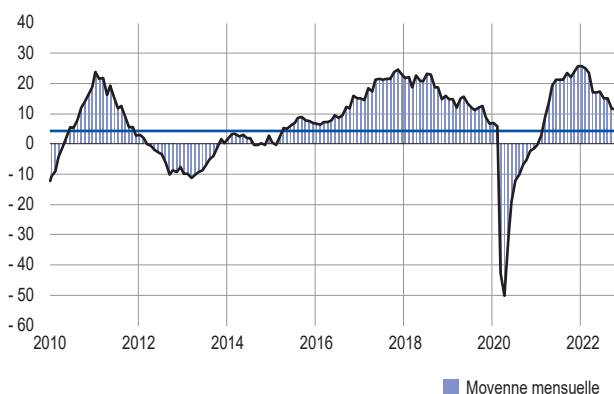
Note : La valeur de référence est fixée à 100 et correspond à la valeur autour de laquelle fluctue l'indicateur en période normale.

L'opinion sur la situation des **carnets de commandes** se stabilise en octobre dans l'industrie, et se replie dans le bâtiment. Dans les deux cas, les niveaux actuels demeurent supérieurs à leur moyenne de long terme.

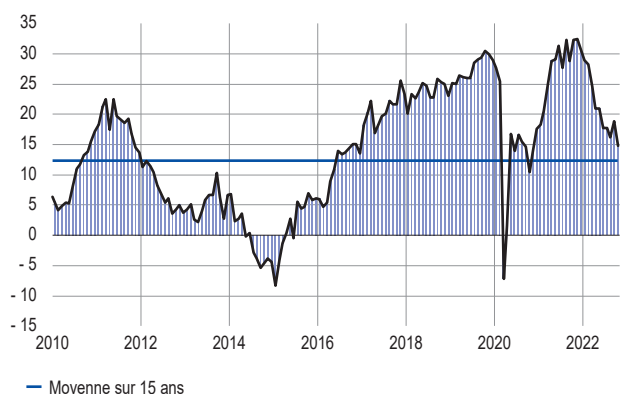
Situation des carnets de commandes

(solde d'opinion CVS-CJO)

a) Dans l'industrie



b) Dans le bâtiment

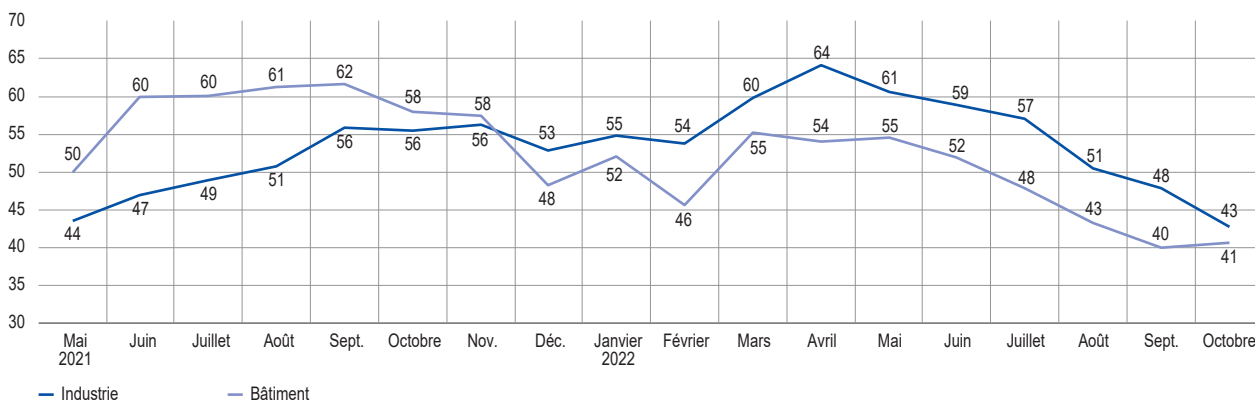


3. Repli des difficultés d'approvisionnement, ainsi que désormais de recrutement ; léger ralentissement des hausses des prix

Les **difficultés d'approvisionnement** continuent de se contracter en octobre dans l'industrie (43 %, après 48 % en septembre), bien que ce niveau demeure élevé dans l'absolu, il constitue le point le plus bas depuis l'introduction de l'indicateur en mai 2021. Dans le bâtiment, la décrue des difficultés d'approvisionnement marque le pas (41 %, après 40 %).

Part des entreprises indiquant des difficultés d'approvisionnement

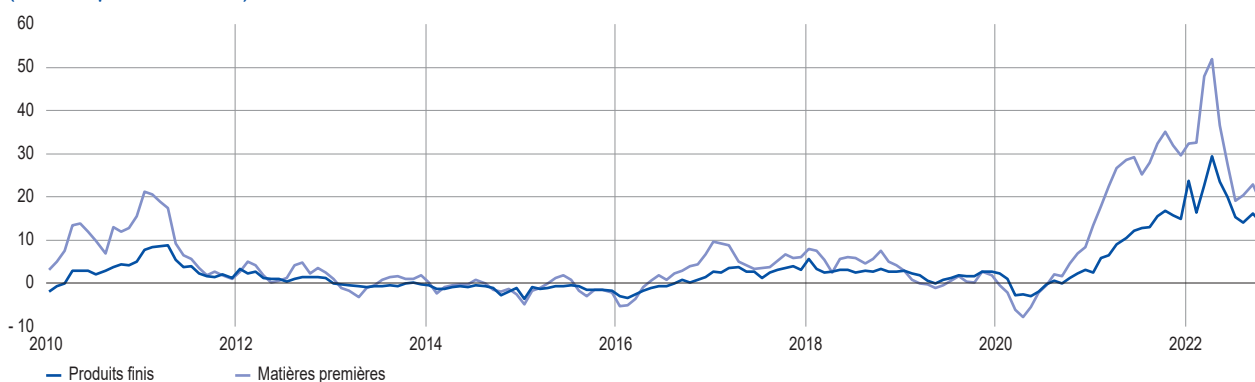
(en %, données brutes)



Selon les chefs d'entreprise interrogés, la baisse des difficultés d'approvisionnement s'accompagne d'un nouveau ralentissement de la hausse des prix des produits finis, après le léger rebond saisonnier de septembre.

Opinion sur l'évolution des prix par rapport au mois précédent – Industrie manufacturière

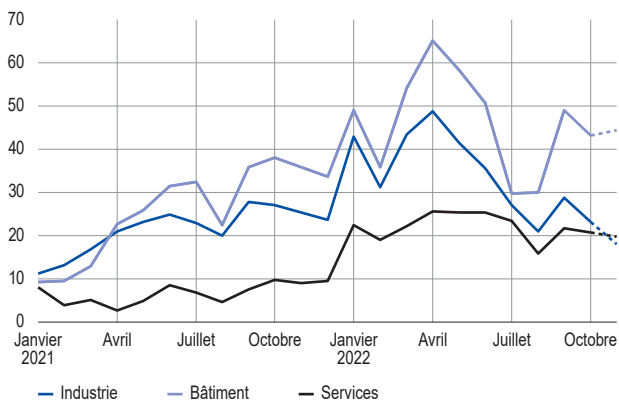
(solde d'opinion CVS-CJO)



De façon plus détaillée, 23 % des chefs d'entreprise de l'industrie manufacturière déclarent avoir augmenté leur prix de vente en octobre, à comparer à 49 % en avril (cf. graphique ci-dessous). Cette proportion dépasse encore 30 % dans l'industrie agro-alimentaire et l'industrie chimique. Elle s'élève à 43 % dans le bâtiment et à 21 % dans les services marchands. Les perspectives pour novembre suggèrent une nouvelle diminution de cette proportion dans l'industrie (18 %), et une quasi-stabilisation dans les services marchands et dans le bâtiment.

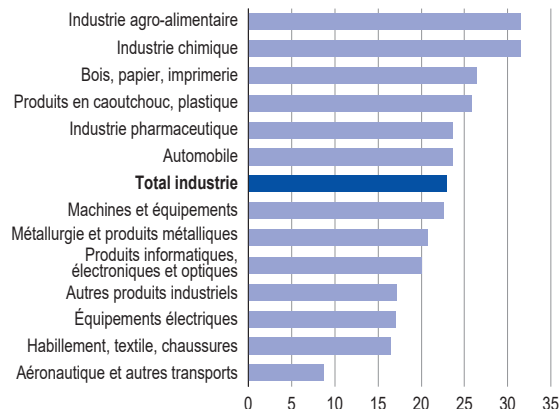
Proportion de chefs d'entreprise ayant augmenté leurs prix de vente, par grand secteur

(en %, données brutes ; pour novembre : prévision)



Proportion de chefs d'entreprise de l'industrie ayant augmenté leurs prix de vente en octobre, par secteur

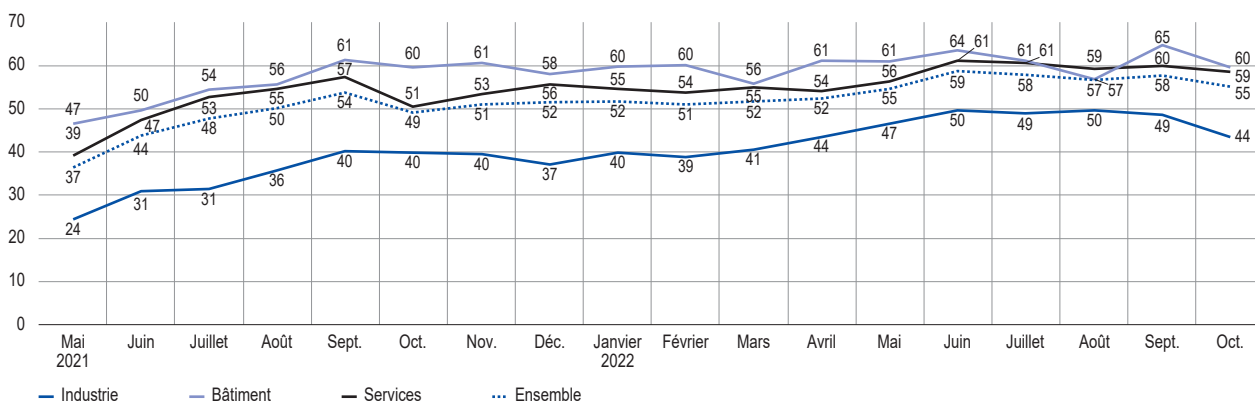
(en %, données brutes)



Les chefs d'entreprise ont également été interrogés sur leurs **difficultés de recrutement**. Elles restent élevées, à 55 % dans l'ensemble des secteurs, mais en recul, plus particulièrement dans l'industrie (44 % en octobre, après 49 % en septembre) et le bâtiment (60 %, après 65 %).

Part des entreprises indiquant des difficultés de recrutement

(en %, données brutes)

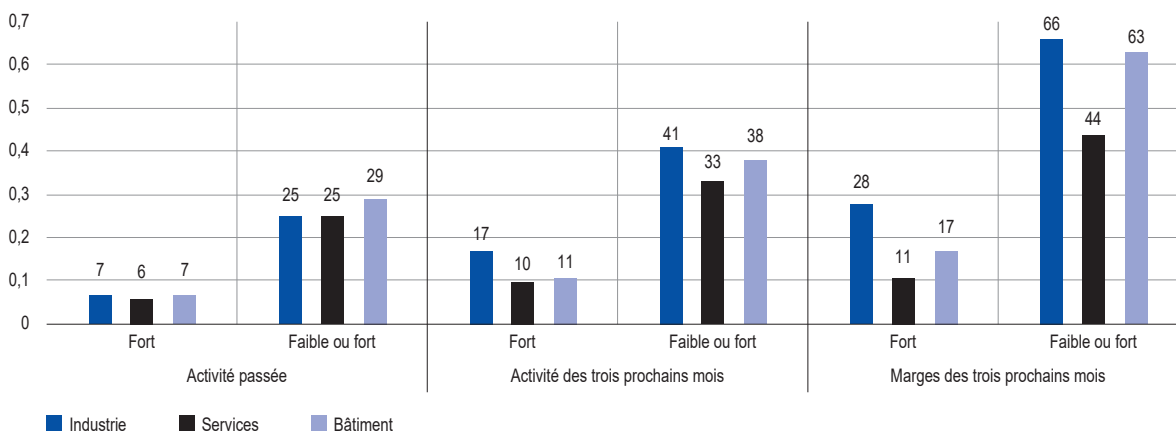


L'impact de la situation énergétique sur l'activité et les marges

Trois questions spécifiques en lien avec l'évolution des prix et de la disponibilité de l'énergie ont été introduites dans l'enquête ce mois-ci : l'impact sur l'activité de l'entreprise au cours du mois passé, l'impact anticipé sur l'activité de l'entreprise pour les trois mois à venir, et l'impact anticipé sur les marges de l'entreprise pour les trois mois à venir (avec dans chaque cas trois modalités de réponse possible : impact nul, impact faible, impact fort). Ces questions ont vocation à être maintenues dans l'enquête tant que cette problématique sera au cœur de l'actualité.

Impact de la situation énergétique sur l'activité et les marges

(en% du nombre d'entreprises interrogées)



Note de lecture :

Dans l'industrie, 7% des entreprises déclarent que la situation énergétique a eu un impact fort sur leur activité en octobre, et 25% un impact faible ou fort.

Pour les trois prochains mois, 17% d'entre elles anticipent un impact fort sur leur activité, et 28% un impact fort sur leurs marges.

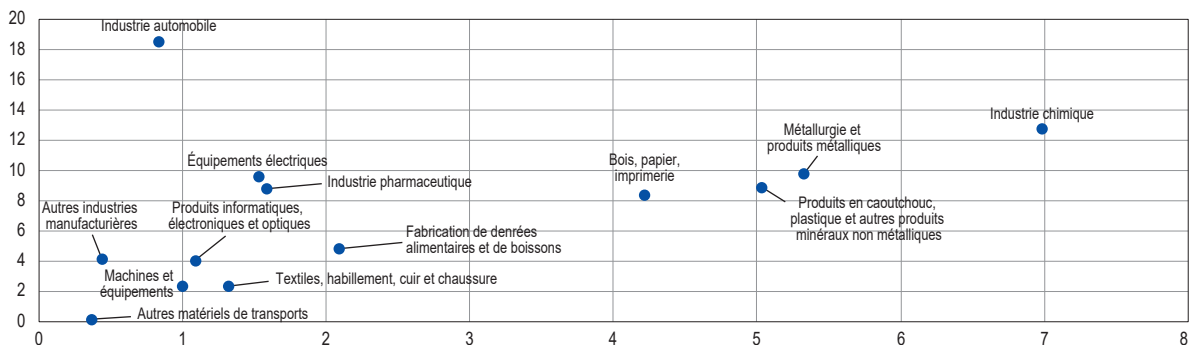
Impact sur l'activité du mois passé

Dans l'ensemble, un peu plus de 25% des entreprises déclarent que la crise énergétique a eu un impact (faible ou fort) sur leur activité en octobre, dont 7% fortement. Ces proportions sont très proches entre les trois grands secteurs (industrie manufacturière, services marchands et bâtiment). Le recoupement avec des données externes suggère qu'elles varient selon l'intensité énergétique du processus de production. Ainsi, l'industrie, la chimie, la plasturgie, la métallurgie et le bois papier imprimerie, fortement consommateurs d'énergie, déclarent plus fréquemment un impact fort sur leur activité passée.

.../...

Intensité énergétique et impact fort de la crise énergétique sur l'activité dans l'industrie

(en% ; axe des abscisses : part de l'énergie dans les dépenses de consommations intermédiaires ; axe des ordonnées : proportion d'entreprises déclarant un impact fort sur leur activité)



Sources : Insee (enquête annuelle sur les consommations d'énergie dans l'industrie, 2019) et Banque de France (EMC, octobre 2022).

Impact sur l'activité pour les trois mois à venir

S'agissant des trois mois à venir, les proportions tendent à augmenter, particulièrement dans l'industrie où un peu plus de 40 % des entreprises s'attendent à un impact, dont 17 % un impact fort.

Impact sur les marges pour les trois mois à venir

Une plus forte proportion d'entreprises estiment que la situation énergétique aura, au cours des trois prochains mois, un impact sur leurs marges plutôt que sur leur activité. Cet écart est particulièrement visible dans des secteurs de l'industrie ou du bâtiment, comme la pharmacie, l'agro-alimentaire, le gros œuvre ou le textile-habillement. En revanche, pour certaines activités de services, l'impact sur l'activité est supérieur ou équivalent à celui sur les marges : notamment les agences d'intérim, la location automobile et les services d'information.

4. Les estimations issues principalement de l'enquête, complétées par d'autres indicateurs, suggèrent une très légère hausse du PIB au quatrième trimestre

Dans notre précédent point de conjoncture, paru le 12 octobre 2022, nous avons estimé que la hausse de l'activité au troisième trimestre serait de ¼ de point de pourcentage. Les comptes trimestriels, publiés par l'Insee fin octobre, indiquent une évolution de + 0,2%. Durant ce trimestre passé, l'industrie, tirée à la baisse par la composante énergie, et la construction ont connu une baisse d'activité, alors que les services marchands ont progressé.

Pour le mois d'octobre, l'utilisation des informations de l'enquête à un niveau de désagrégation fin, ainsi que d'autres données dont nous disposons nous amènent à estimer que le PIB serait en repli par rapport à septembre. Cela s'explique par une baisse dans les secteurs non (ou peu) couverts par l'enquête, comme l'énergie, le commerce et les transports.

Dans l'industrie alimentaire ainsi que dans l'industrie manufacturière hors alimentaire et cokéfaction-raffinage, selon les données de l'enquête, la valeur ajoutée aurait progressé en octobre. Toutefois, la composante énergie tirerait à la baisse la valeur ajoutée dans l'ensemble de l'industrie, comme lors des mois précédents. L'activité dans les services couverts par l'enquête serait en progression, mais en ralentissement. Les données à haute fréquence que nous suivons à titre de complément pour les secteurs non couverts ou partiellement couverts par l'enquête (notamment énergie, construction, commerce et transports), ou pour confirmer notre évaluation sur l'industrie et les services couverts, donnent un signal plus négatif sur l'évolution de l'activité en octobre.

Les données de consommation d'électricité montrent une baisse depuis l'été. Les données de trafic routier, combinées aux données de cartes bancaires, nous renseignent sur le secteur des transports, qui serait en baisse du fait des pénuries de carburant lors de la deuxième quinzaine d'octobre. Les dépenses par carte bancaire donnent des indications pour le secteur du commerce de détail, lui aussi négativement affecté par les pénuries de carburants. Au total, compte tenu de cette baisse dans les transports et le commerce, la valeur ajoutée dans l'ensemble des services marchands serait en recul en octobre.

Variations mensuelles de la valeur ajoutée en France

(en pourcentage)

Branche d'activité	Poids dans la VA	Août	Septembre	Octobre
Agriculture et industrie	15	1,7	- 0,8	- 0,2
Agriculture et industrie agro-alimentaire	4	- 0,1	- 0,3	0,3
Énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	3	- 0,7	- 3,6	- 2,2
Industrie manufacturière hors alimentaire et cokéfaction-raffinage	9	3,2	- 0,4	0,1
Construction	6	- 0,9	1,8	0,0
Services marchands	57	1,4	- 0,2	- 0,2
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	18	1,6	- 0,3	- 0,6
Services financiers et immobiliers	17	0,0	0,0	- 0,1
Autres services marchands	22	2,2	- 0,3	0,0
Services non marchands	22	0,0	0,0	- 0,1
Total PIB	100	1,0	- 0,1	- 0,2

Sur la base des anticipations des entreprises pour novembre dans l'enquête, nous prévoyons une hausse du PIB par rapport à octobre, avec de nouveau des contrastes suivant les secteurs. Le contexte demeure néanmoins toujours fortement incertain, notamment en matière de coût et de disponibilité de l'énergie.

L'évolution du PIB au quatrième trimestre 2022 bénéficierait par ailleurs d'un effet d'acquis favorable lié à la progression observée au mois d'août. Selon une première projection utilisant les données de l'enquête, la croissance au quatrième trimestre serait très légèrement positive.